

# MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

### Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

État - Ministère chargé des transports  
Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC)  
Service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française (SEAC-PF)

### Représentant du Pouvoir adjudicateur

Monsieur le directeur du Service d'État de l'aviation civile en Polynésie française

### La Conduite d'opération

Service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française (SEAC-PF)  
Département des Ressources et de l'Ingénierie  
Division Patrimoine, Logistique et Ingénierie  
*Assurée par la Subdivision ingénierie et étude*

### Objet du marché

Mission de maîtrise d'œuvre relative au projet de déploiement d'installations photovoltaïques sur le périmètre du SEAC-PF  
Zone Nord de l'aéroport de Tahiti-Faa'a.

### Remise des offres

Date et heure limites de réception : Jeudi 21 NOVEMBRE à 11h00 (Heure Tahiti)

**Marché passé en procédure adaptée** en application des articles L2123-1 et R2123-1 à -8 du code de la commande publique.

## SOMMAIRE

ARTICLE 1. ORGANISATION DE LA MAÎTRISE D’OUVRAGE .....	4
1.1. Acheteur public – Maîtrise d’ouvrage.....	4
1.2. Représentant du pouvoir adjudicateur .....	4
1.3. Conduite d’opération.....	4
1.4. L’imputation budgétaire .....	4
ARTICLE 2. OBJETS DE LA CONSULTATION ET DE L’OPÉRATION.....	4
2.1. Nature de la mission .....	4
2.2. Nature de l’opération.....	5
2.3. Estimation prévisionnelle des travaux.....	5
2.4. Lieux d’exécution.....	5
ARTICLE 3. ORGANISATION DE LA CONSULTATION .....	6
3.1. Définition de la procédure de passation .....	6
3.2. Candidats admis à remettre une offre.....	6
3.3. Étendue de la consultation.....	6
3.4. Modification de détail du dossier de consultation.....	6
3.5. Allotissement.....	7
3.6. Durée du marché et délais d’exécution .....	7
3.7. Variantes à l’initiative des soumissionnaires.....	7
3.8. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	7
3.9. Marché de prestations similaires .....	7
3.10. Questions – Réponses – modalités, délais et réponses.....	7
3.11. Visite in situ .....	8
ARTICLE 4. DOSSIER TRANSMIS AUX CANDIDATS .....	8
4.1. Contenu du dossier de la consultation.....	8
4.2. Caractère confidentiel du dossier .....	8
4.3. Modalité de retrait des pièces du marché .....	8
4.4. Coordonnées de la personne pouvant renseigner les candidats.....	9
ARTICLE 5. CANDIDATURE.....	9
5.1. Interdictions de soumissionner .....	9
5.2. Interdictions de soumissionner en cas de groupement d’opérateurs économiques et de sous-traitance.....	9
5.3. Conditions de participation .....	9
5.4. Présentation de la candidature.....	9
5.5. Justificatifs et moyens de preuves à transmettre concernant l’aptitude et les capacités du candidat.....	10
5.6. Examen des candidatures .....	10

5.7.	Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques .....	10
5.8.	Précisions sur la sous-traitance.....	10
ARTICLE 6.	REMISE DES OFFRES – ANALYSE & NÉGOCIATION.....	11
6.1.	Conditions générales de présentation - Langue.....	11
6.2.	Présentation de l'offre .....	11
6.3.	Analyse des offres .....	12
6.4.	Remise des offres initiales.....	13
6.5.	Négociation .....	13
6.6.	Délai de validité des offres .....	14
6.7.	Dispositions financières - Indemnités .....	14
ARTICLE 7.	MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS .....	14
7.1.	Date et heure limites de réception des plis « des offres initiales ».....	14
7.2.	Conditions de transmission des plis .....	15
7.3.	Copie de sauvegarde.....	15
ARTICLE 8.	ATTRIBUTION DU MARCHE.....	15
8.1.	Documents à fournir.....	15
8.2.	Signature du marché et notification.....	15
ARTICLE 9.	INSTANCE CHARGÉE DES RECOURS - INTRODUCTION DES RECOURS .....	16

# ARTICLE 1. ORGANISATION DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE

## ***1.1. Acheteur public – Maîtrise d'ouvrage***

Ministère chargé des transports

Direction Générale de l'Aviation Civile – Secrétariat Général

Service d'État de l'aviation civile en Polynésie française

Tél. : (+689) 40.86.10.86 – Courriel. : [seac-pf-dri-secretariat-bf@aviation-civile.gouv.fr](mailto:seac-pf-dri-secretariat-bf@aviation-civile.gouv.fr)

## ***1.2. Représentant du pouvoir adjudicateur***

Le Service d'État de l'aviation civile en Polynésie française (SEAC/Pf) représenté par le Directeur du SEAC/Pf

Tél. : (+689) 40.86.10.86 – Courriel. : [seac-pf-dri-secretariat-bf@aviation-civile.gouv.fr](mailto:seac-pf-dri-secretariat-bf@aviation-civile.gouv.fr)

## ***1.3. Conduite d'opération***

Division Patrimoine Logistique et ingénierie

Service d'État de l'aviation civile en Polynésie française

Aéroport de TAHITI FAA'A – Zone Nord

BP 6404 – 98702 FAA'A AEROPORT

Tél. : (+689) 40.86.10.86 – Courriel. : [seac-pf-dri-secretariat-bf@aviation-civile.gouv.fr](mailto:seac-pf-dri-secretariat-bf@aviation-civile.gouv.fr)

## ***1.4. L'imputation budgétaire***

Programme 612

# ARTICLE 2. OBJETS DE LA CONSULTATION ET DE L'OPÉRATION

## ***2.1. Nature de la mission***

La présente consultation est passée pour une mission de maîtrise d'œuvre, conformément aux dispositions des articles L2431-1 à L2432-2 et R24(31-1 à 32-7) du code de la commande publique, dans le cadre du projet de déploiement d'installations photovoltaïques sur le périmètre du SEAC-PF

La mission de maîtrise d'œuvre sera complète, y compris VISA en lien avec les études d'exécution de l'opération.

Les études d'exécution seront en effet, partiellement ou intégralement, réalisées par les entreprises titulaires des lots du marché de travaux selon le cas. Le maître d'œuvre s'assurera toutefois, dans le cadre de sa mission VISA, que les documents qu'elles ont établis respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivrera son visa.

La mission de base intègre par ailleurs les obligations relatives à la coordination des systèmes de sécurité incendie (CSSI) au sens de la norme NFS 61932, qui seront assurées par le maître d'œuvre.

La mission du maître d'œuvre comprendra, en missions complémentaires : Mission DIAG.

## ***2.2. Nature de l'opération***

Le Service d'État de l'aviation civile en Polynésie française (SEAC-PF) a pour projet d'augmenter sa production d'électricité à partir d'énergie solaire pour tendre vers l'objectif « zéro émission de carbone à l'horizon 2050 pour les activités aéroportuaires ». A ce jour, deux bâtiments (DRI référencé B011 et Manureva référencé B029) sont équipés en toiture de panneaux photovoltaïques pour une puissance totale de 99 kWc.

A ce titre, une équipe de maîtrise d'œuvre pluridisciplinaire est à constituer afin de mener à bien l'opération consistant à déployer des installations photovoltaïques sur des bâtiments existants ou sur des ouvrages dédiés (ombrière) à créer. Tous les ouvrages sont ou seront situés en zone Nord de l'aéroport de Tahiti-Faa'a.

Au regard de l'article R2431-3 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage classe les ouvrages à créer dans la catégorie « opération de construction neuve de bâtiment » pour ce qui concerne l'édification des ombrières supportant les panneaux photovoltaïques et dans la catégorie « opération de réhabilitation de bâtiment » pour ce qui concerne les toitures du centre médico-social - CMS (B027) et du bâtiment existant DRI (B011) qui seront équipées d'une installation photovoltaïque neuve.

En amont de cette consultation, une étude de faisabilité a été menée par le bureau d'études Hotu Nui Ingénierie, suivi de la rédaction d'un programme de l'opération. Ce dernier document est présenté en annexe du CCTP et servira à l'élaboration de l'offre attendue par l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Pour précision, le programme de l'opération en annexe s'arrête à l'installation de générateurs photovoltaïques mais la mission de maîtrise d'œuvre doit également inclure le diagnostic et les études en vue des travaux complémentaires nécessaires sur la structure existante (toiture métallique) du bâtiment DRI [B011]. En parallèle, une opération sera conduite pour l'installation de deux générateurs photovoltaïques sur le bâtiment CMS, respectivement destinés à alimenter le CMS et le Fare Motu Tahiti – FMT (B030). Cette dernière opération étant plus limitée et associée à un autre poste de livraison EDT, elle fera l'objet d'un phasage distinct.

Pour les travaux, il est prévu de lancer un appel d'offres ou plusieurs appels d'offre en lots séparés auprès d'entreprises.

## ***2.3. Estimation prévisionnelle des travaux***

L'estimation prévisionnelle des travaux réalisés dans le cadre de l'opération est arrêtée par le maître de l'ouvrage à 87 415 000 XPFHT valeur Novembre 2024..

## ***2.4. Lieux d'exécution***

L'adresse du lieu d'exécution est la suivante :

Service d'État de l'aviation civile en Polynésie française

Aéroport de TAHITI FAA'A – Zone Nord

## ARTICLE 3. ORGANISATION DE LA CONSULTATION

### ***3.1. Définition de la procédure de passation***

Le marché est un marché de maîtrise d'oeuvre.

La procédure retenue est la procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 à -8 du code de la commande publique

La phase objet de ce règlement de la consultation (RC) est la phase dite de remise des offres. Les candidats souhaitant remettre une offre pourront télécharger le dossier de consultation via la plateforme des achats publics de l'État (PLACE) : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) , sous la référence : **SEAC\_MOE\_PV**

Les offres attendues respecteront les conditions du présent règlement et de toutes les pièces constituant le dossier de consultation.

Suite à la remise des offres, la maîtrise d'ouvrage procédera à un temps de négociation avec chacun des candidats évoqués précédemment. Les termes de cette négociation sont décrits à l'article 5 *infra*.

### ***3.2. Candidats admis à remettre une offre***

Ne peuvent participer à la consultation et aux missions de maîtrise d'œuvre, directement ou indirectement les personnes qui ont pris part à son organisation, les membres de leur famille, descendants ou ascendants et leurs collatéraux, leurs associés ou ayant des intérêts professionnels communs.

Le mandataire du groupement conjoint, le bureau d'étude fluide/énergies, sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

### ***3.3. Étendue de la consultation***

La présente consultation ne comprend pas de remise d'éléments graphiques d'un niveau esquisse.

Toute remise de prestation ne faisant pas partie des demandes du présent RC ne sera prise en compte par le maître d'ouvrage et pourra entraîner l'élimination du candidat.

### ***3.4. Modification de détail du dossier de consultation***

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation des concepteurs.

Celles-ci doivent être communiquées au plus tard sept jours (7) avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dernier dossier modifié sans modification de délai et sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une

nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

En cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté dans les conditions prévues à l'article R2151-4 du CCP.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### ***3.5. Allotissement***

Le marché n'est pas alloti étant dans le cas d'une prestation intellectuelle de maîtrise d'œuvre, unique et complète.

### ***3.6. Durée du marché et délais d'exécution***

Les règles concernant les délais d'exécution du marché sont fixées à l'article 8 du Cahier des Clauses administratives Particulières (CCAP) du présent marché.

La durée du marché court à compter de la date de notification mais n'est pas définie à ce jour.  
Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

### ***3.7. Variantes à l'initiative des soumissionnaires***

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes à leur initiative.

### ***3.8. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)***

Ce marché ne prévoit pas de prestation supplémentaire éventuelle.

### ***3.9. Marché de prestations similaires***

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à la procédure négociée sans publicité et sans mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent marché passé après mise en concurrence, sous réserve que le ou les marchés correspondants soient notifiés au plus tard trois ans à compter de la date de notification du présent marché.

### ***3.10. Questions – Réponses – modalités, délais et réponses***

Pendant la phase de remise des offres, les candidats pourront poser, exclusivement par courrier électronique *via* la plate-forme des achats de l'État (PLACE) : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr), des questions au maître d'ouvrage et ce **au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres** rappelée en page de garde de l'AE et du présent RC.

Passé ce délai, les questions ne seront pas prises en compte et ne feront pas l'objet d'une réponse de la part du maître d'ouvrage.

Une note circulaire reprenant les questions formulées par tous les candidats ainsi que les réponses faites par la maîtrise d'ouvrage sera publiée sur PLACE sous la référence SEAC\_MOE\_PV.

La dernière version de cette note, mise à jour au gré des questions autant que faire se peut, **sera**

**publiée au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres**, afin d'être consultable par tous selon un délai de prévenance convenable permettant à chacun d'adapter son offre, si de besoin.

### **3.11. Visite in situ**

Une visite de site sera rendue obligatoire.

Les candidats intéressés par cette visite devront impérativement prendre contact auprès des personnes suivantes

M. Michael CHALEIL-ANCHISI

@ : [michael.chaleil-anchisi@aviation-civile.gouv.fr](mailto:michael.chaleil-anchisi@aviation-civile.gouv.fr)

Tel : 87 01 01 08

M. Pierre REYNAUD

@ : [pierre.reynaud@aviation-civile.gouv.fr](mailto:pierre.reynaud@aviation-civile.gouv.fr)

Tel : 87 08 88 38

## **ARTICLE 4. DOSSIER TRANSMIS AUX CANDIDATS**

### **4.1. Contenu du dossier de la consultation**

Les documents constitutifs du dossier de consultation, et mis à disposition sur la plate-forme PLACE, sont les suivants :

- Le présent règlement (**RC**) ;
- L'acte d'engagement (**AE**) et son/ses **annexe(s)** ;
  - dont son annexe 1, le cadre de la décomposition par élément de mission et par co-traitants de la rémunération à compléter, dater et signer ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (**CCAP**) et son/ses **annexe(s)** ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (**CCTP**) n°241021 et son/ses **annexe(s)**
- Le programme (**PROGRAMME**) et son/ses **annexe(s)**.

### **4.2. Caractère confidentiel du dossier**

Les concepteurs consultés devront considérer comme strictement confidentiel le dossier de cette opération et ne devront communiquer à aucun tiers, public ou privé, les renseignements globaux ou partiels sur les études effectuées, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Le non-respect par un candidat de cette règle entraînerait l'élimination de la candidature pour cette consultation.

Le maître d'ouvrage se réserverait également le droit de poursuivre le candidat devant la juridiction compétente selon la nature du manquement.

### **4.3. Modalité de retrait des pièces du marché**

Dans le cadre du développement durable, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation uniquement par voie électronique, en accès restreint, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), par téléchargement sur le profil d'acheteur à l'adresse suivante [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) sous la référence **SEAC\_MOE\_PV**.



#### ***4.4. Coordonnées de la personne pouvant renseigner les candidats***

M. Michael CHALEIL-ANCHISI

@ : [michael.chaleil-anchisi@aviation-civile.gouv.fr](mailto:michael.chaleil-anchisi@aviation-civile.gouv.fr)

Tel : 87 01 01 08

M. Pierre REYNAUD

@ : [pierre.reynaud@aviation-civile.gouv.fr](mailto:pierre.reynaud@aviation-civile.gouv.fr)

Tel : 87 08 88 38

## **ARTICLE 5. CANDIDATURE**

### ***5.1. Interdictions de soumissionner***

Conformément aux dispositions des articles L2141-1 à – 11 du code la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe, sans délai, l'acheteur. En cas d'interdiction de soumissionner obligatoire, le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure.

### ***5.2. Interdictions de soumissionner en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitance***

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion **dans un délai de dix jours** à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, **dans un délai de dix jours** à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

### ***5.3. Conditions de participation***

Le groupement de maîtrise d'œuvre devra comporter obligatoirement les compétences suivantes :

- Bureau d'études techniques ayant notamment des compétences en fluides et en photovoltaïques ;
- Bureau d'études techniques ayant notamment des compétences en structure
- Bureau d'études techniques ayant notamment des compétences en VRD

### ***5.4. Présentation de la candidature***

Les candidats renseignent et remettent :

- une lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>) ou équivalent.
- une déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>).

### ***5.5. Justificatifs et moyens de preuves à transmettre concernant l'aptitude et les capacités du candidat***

Les candidats transmettent les justificatifs et moyens de preuves suivants concernant leurs aptitude et capacités :

L'indication des titres d'études et/ou de l'expérience professionnelle du ou des responsables et des exécutants de la prestation envisagée ;

- Pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat ;
- Preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Présentation d'une liste des principaux services (missions de moe) effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

### ***5.6. Examen des candidatures***

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution du marché sont éliminées.

### ***5.7. Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques***

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement d'opérateurs économiques;
- en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans ce cas de figure, les offres concernées ne seront pas étudiées et les candidatures communes seront éliminées.

Le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints dont le mandataire sera désigné par les cotraitants.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

### ***5.8. Précisions sur la sous-traitance***

La sous-traitance totale des prestations est interdite, le montant maximal sous-traité est de 20 % du marché initial et de ses éventuels avenants.

## ARTICLE 6. REMISE DES OFFRES – ANALYSE & NÉGOCIATION

### ***6.1. Conditions générales de présentation - Langue***

Seuls les documents demandés au sein du présent RC devront être fournis.

Les offres des candidats seront entièrement **rédigées en langue française** ainsi que les documents de présentation associés, y compris les légendes des plans. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître de l'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

L'Acte d'Engagement sera paraphé à chacune des pages, daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s) et joint à l'offre du candidat.

### ***6.2. Présentation de l'offre***

L'offre du soumissionnaire comporte les pièces suivantes :

- l'**AE complété et signé** d'une personne apte à représenter le titulaire comprenant :
  - la **décomposition du prix global et forfaitaire** (DPGF), annexe 1 de l'AE, portant sur la répartition des honoraires par éléments de mission et entre les co-traitants ;
  - la demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement autant que de besoin ;
  - la part des prestations que le soumissionnaire a l'intention de sous-traiter, notamment à des petites et moyennes entreprises si nécessaire.
- une **note justificative des honoraires** (2 pages A4 maximum), devant faire apparaître une parfaite compréhension de l'opération et de ses contraintes (complexité de l'opération clairement définie, identification des contraintes du site, phasage des travaux, délais, présentation des temps passés estimés par éléments de mission, etc.).
- un mémoire technique comportant :
  - Une **note sur la méthodologie** envisagée (2 pages A4 maximum) comprenant :
    - La description de l'organisation de l'équipe et la répartition des missions entre les différents membres ;
    - L'organisation et la méthodologie envisagées pour la mission Diagnostic, qui devra faire clairement apparaître la façon dont le candidat appréhende cet élément de mission.
  - Une note d'intention technique (4pages A4 recto maximum) comprenant :
    - Une analyse critique du programme ;
    - Une description succincte des premières intentions techniques du candidat sur le projet
  - Une **note sur l'estimation financière** (2 pages A4 maximum) avec notamment une analyse

de l'adéquation entre le programme, les intentions techniques du candidat, et l'estimation financière du maître d'ouvrage.

Il est rappelé :

- que la remise de plans ou dessins graphiques d'un niveau esquisse n'est pas admis et pourra conduire à l'exclusion du candidat ;
- que dans le cadre de cette procédure concurrentielle négociée, aucune rémunération des candidats n'est prévue.

### **6.3. Analyse des offres**

Aucun jury n'est prévu dans le cadre de cette consultation.

Seuls les plis ayant été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres seront ouverts.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, le RPA pourra procéder à une phase de négociation.

Les offres irrégulières et inacceptables pourront être régularisées. Les offres inappropriées ou anormalement basses seront éliminées.

#### **6.3.1. Critères d'analyse des offres**

Les critères d'attribution sont listés dans le tableau suivant :

Critères et sous-critères	Pondération
<b>Qualité du mémoire technique (Nt)</b> La valeur technique, appréciée d'après le mémoire technique se décompose comme suit : <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Sous-critère 1</b> (ST<sub>1</sub>): qualité de la méthodologie envisagée (20 points) ;</li><li>• <b>Sous-critère 2</b> (ST<sub>2</sub>) : qualité de l'analyse du programme et des intentions architecturales et techniques (20 points) ;</li><li>• <b>Sous-critère 3</b> (ST<sub>3</sub>): qualité d'analyse de l'estimation financière du projet (10 points).</li></ul>	50 points
<b>Coût de la prestation (Np)</b> Le coût de la prestation se décompose comme suit : <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Sous-critère 1</b> (SP<sub>1</sub>): prix de l'offre (40 points);</li><li>• <b>Sous-critère 2</b> (SP<sub>2</sub>) : Cohérence du prix analysée par rapport à la note justificative (10 points).</li></ul>	50 points

### **6.3.2. Méthode de notation des offres**

Méthode de notation du critère technique  $N_t$  (50 pts) :

$$N_t = ST_1 + ST_2 + ST_3$$

Méthode de notation du critère prix  $N_p$  (50 pts)

$$N_p = SP_1 + SP_2$$

Avec  $SP_1 = (\text{prix de l'offre la plus basse} / \text{prix de l'offre jugée}) \times 40$

Note finale des offres  $N_f$  (100 pts)

$$N_f = N_t + N_p$$

### **6.4. Remise des offres initiales**

À l'occasion de cette procédure, les candidats seront amenés à remettre une offre, dans le délai imparti rappelé en première page et suivant les modalités de remise décrites à l'article 7 du présent RC.

Ces offres initiales seront analysées et classées selon les critères énoncés ci-dessus article 6

Suite à cette phase d'analyse, les cinq candidats pourront être invités à une séance de négociation sur décision du RPA.

### **6.5. Négociation**

#### **6.5.1. Objectifs et modalités de la négociation**

Dans le cas où des négociations sont ouvertes, celles-ci porteront sur tous les aspects du projet et seront l'occasion d'une discussion ouverte entre le candidat et le maître d'ouvrage.

La négociation mise en œuvre à l'occasion de cette consultation vise plusieurs objectifs :

- permettre un échange direct entre le candidat et la maîtrise d'ouvrage ;
- permettre aux candidats de reformuler la commande de la maîtrise d'ouvrage, d'échanger sur le programme et de clarifier avec le maître d'ouvrage certains aspects de celui-ci ;
- permettre aux candidats de développer leur offre, préciser leurs motivations et leurs perceptions de l'opération ;
- s'assurer pour la maîtrise d'ouvrage que les réponses formulées par les candidats sont bien en adéquation techniquement et économiquement avec ses attendus ;
- permettre au maître d'ouvrage de clarifier certains points des offres remises par les candidats.

Ainsi, les négociations devront permettre au maître d'ouvrage de rassembler des indices supplémentaires sur les capacités et les intentions des candidats, et d'améliorer la qualité des offres. Cette entrevue sera unique avec chacun des candidats. La maîtrise d'ouvrage ne procédera au maximum qu'à un seul tour de négociation avec les candidats. Il n'est donc pas prévu que cette démarche soit itérative.

### **6.5.2. Remise de l'offre négociée**

Dans le cas où des négociations sont ouvertes, les candidats seront invités à remettre une nouvelle offre dite « offre négociée » amendant la précédente en intégrant l'ensemble des points abordés lors de la négociation.

Un candidat pourra toutefois décider, suite à la négociation, qu'il ne lui semble pas nécessaire de remettre une nouvelle offre, sans avoir besoin d'expliquer ses motivations. « L'offre initiale » sera la seule offre analysée pour le candidat.

Seuls les plis ayant été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise « des offres négociées » indiquées dans les PV seront ouverts et analysés.

Si un candidat fait des envois successifs « d'offre négociée », seule la dernière sera analysée.

Les plis arrivés hors délais seront restitués aux candidats. Il appartient aux candidats de s'assurer de la remise et de la consultation effectives des nouvelles offres par la maîtrise d'ouvrage.

### **6.5.3. Analyse et classement final des offres suite à la négociation**

L'analyse et le classement final des offres reprend les principes décrit à l'article 6.

Le classement final, permettra au maître d'ouvrage de caractériser l'offre économiquement la plus avantageuse qui sera alors choisie par le RPA.

### **6.6. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est **de 180 jours**, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres suite à la négociation.

### **6.7. Dispositions financières - Indemnités**

Aucune indemnité n'est prévue pour les candidats non retenus.

## **ARTICLE 7. MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS**

### **7.1. Date et heure limites de réception des plis « des offres initiales »**

Les plis « **des offres initiales** » devront être transmis avant la date indiquée en première page du présent document.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées selon le cas « offre initiale » ou « offre suite à négociation ».

Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne seront pas ouverts.

Les plis et la « copie de sauvegarde » parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

## ***7.2. Conditions de transmission des plis***

Les offres devront être transmises au maître d'ouvrage par un échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation des achats publics ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) ) sous la référence publique **SEAC\_MOE\_PV**. Les dossiers électroniques ne devront pas dépasser une taille maximum de 200 Mo.

Si un même candidat réalise plusieurs envois successifs, **seule sera analysée la dernière offre reçue** par la maîtrise d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les autres documents ne seront pas ouverts.

## ***7.3. Copie de sauvegarde***

Les candidats pourront, en parallèle de leur envoi, procéder à une transmission au maître d'ouvrage, à l'adresse rappelée supra, d'une copie de sauvegarde sur support physique, dans le délai imparti de remise des candidatures.

# ARTICLE 8. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

## ***8.1. Documents à fournir***

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché, est tenu de fournir, dans le délai fixé dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- La liste des références du mandataire dans le domaine photovoltaïque ou s'y rapprochant, la description des ouvrages construits avec leurs coûts de réalisation, les dates de livraison, les missions assurées.
- Les attestations à jour de la CPS, des services fiscaux, du trésor public, d'assurance et l'attestation de visite du site (obligatoire).
- un extrait K ou Kbis ou équivalent ;
- en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés;
- un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Lorsque le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché entre dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner facultative, il est invité à établir, par tout moyen, que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et que sa participation à la procédure n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

## ***8.2. Signature du marché et notification***

Le marché est signé par le soumissionnaire puis par le représentant du pouvoir adjudicateur. Une copie est alors notifiée au titulaire.

Le maître d'ouvrage demande au soumissionnaire de compléter le dossier constitutif de son offre telle que décrit à l'article 6 *supra* des pièces suivantes :

- Le RC, le CCTP et le PROGRAMME, paraphés à chacune des pages puis datés-signés en dernière page par le mandataire.

## ARTICLE 9. INSTANCE CHARGÉE DES RECOURS - INTRODUCTION DES RECOURS

Les voies et délais de recours sont les suivants :

- Référé pré-contractuel jusqu'à la date de conclusion du marché ;
- Référé contractuel : délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution
- Recours pour excès de pouvoir : délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet.
- Recours de pleine juridiction : délai de 2 mois suivant l'accomplissement des mesures de publicité relatives à la conclusion du contrat.

L'instance chargée des procédures de recours est le tribunal administratif de Papeete.